



Aulnay, le 03 octobre 2019

Nous, enseignants du lycée Jean Zay réunis le 3 octobre 2019, soutenus par leurs organisations syndicales (CGT éduc, SNES, Sud educ) exprimons toute notre tristesse et notre solidarité aux proches de notre collègue disparue Christine Renon. Nous serons présents au rassemblement devant la DSDEN de Bobigny.

Ce nouveau drame met le doigt sur la réalité d'une politique qui organise la casse des services publics et de son personnel à coup de réformes structurelles et d'accumulation de « petits riens ».

A notre tour, nous dénonçons :

Des réformes contre les personnels et l'intérêt général :

- Des réformes imposées contre l'avis de toutes les instances (Conseil Supérieur des Programmes, Conseil Supérieur de l'Education)
- Mise en place d'un bac local renforçant les inégalités (40 % du diplôme évalué localement) au mépris du principe d'égalité de tous face au service public.
- Mise en oeuvre précipitée sans considération pour l'organisation concrète dans les établissements (épreuves de janvier dont le calendrier, les attentes et l'organisation pratiques ne sont pas précisées)
- Des programmes irréalisables, inadaptés à la vue de la baisse des heures d'apprentissage et des effectifs (groupes de spécialité à plus de 30 élèves et de langue vivante jusqu'à 30 élèves).
- Une redéfinition et une dénaturation de nos missions qui nous poussent à organiser la sélection de nos élèves (parcoursup) au lieu de favoriser leur épanouissement.

Un mode de gestion des personnels destructeur

- Une direction autoritaire (ex : modification des horaires de fonctionnement qui détruit les rythmes communs de vie dans l'établissement, passage au tout numérique contre l'avis de toutes les instances)

- Une direction en opposition permanente qui empêche notre travail et relègue le pédagogique au second rang (ex : règles rigides d'utilisation de la reprographie qui nuit aux choix pédagogiques)
- Une gestion déshumanisée exclusivement informatique des relations de travail qui place les personnels dans l'urgence permanente (ex : modification d'emploi du temps la veille pour le lendemain sans consultation, ni accord)

Une violence institutionnelle

Au niveau de la Région :

- Le budget de fonctionnement baisse alors que les effectifs ont augmenté de 30% en 4 ans
- Le matériel pédagogique financé par la Région n'a toujours pas été livré

Au niveau du Rectorat :

- Le rapport du CHSCT départemental (décembre 2017) constatant les dysfonctionnements de l'établissement n'a pas été mis en oeuvre.
- Des personnels méprisés : 1 300 postes de contractuels dans l'académie de Créteil alors qu'il manque encore des enseignants dans les classes un mois après la rentrée ; affectations tardives et incohérentes des TZR)

Au niveau du Ministère :

- Le projet de loi de réforme de la fonction publique, en supprimant le paritarisme, affaiblit la représentation des personnels (disparition du CHSCT, fin du paritarisme sur la gestion des mutations et des questions disciplinaires...). La voix des personnels ne sera plus écoutée.
- Pour la session du baccalauréat 2019, des directives ministérielles ont été appliquées, faisant peser un risque sur la légalité des résultats du baccalauréat ; menaces et pressions sur des personnels qui exercent leur droit de grève.